



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Trump, Clinton, Sarkozy, Hollande ou Merkel

TOUS SERVITEURS d'un capitalisme qui ruine la société

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 17 NOVEMBRE 2016

Trump « antisystème » : Qui peut le croire ?

Evidemment, Clinton était la favorite de Wall Street et des milieux d'affaires. Mais cela ne suffit pas à faire de Trump un personnage "antisystème". Milliardaire, à la tête d'un empire immobilier, il fait partie de ce 1% des américains dont la fortune doit beaucoup aux politiques libérales qu'il dénonce, tout en profitant du désastre social qui en résulte pour l'essentiel des 99% restants !

S'il était vraiment "antisystème", il aurait choisi de se présenter en « indépendant », au lieu de vouloir l'investiture du Parti Républicain, ce vieux pilier du système. So-disant antisystème, Trump a comme principal conseiller économique Steven Mnuchin, qui vient de Goldman Sachs, ce pilier de la finance internationale qui s'est enrichi pendant la crise des « subprimes » sur la ruine des ménages américains ou en aidant la Grèce à cacher une partie de sa dette abyssale, avant l'explosion du pays en 2009.

Aux USA comme ailleurs, il y a bien deux camps

Encore faut-il savoir desquels on parle

Trump ou Clinton ? Face au danger Trump, grossièrement raciste et sexiste, l'essentiel de la classe politique et des médias, en Europe comme aux USA, nous vantaient Clinton, seul choix possible pour la démocratie, les droits des femmes et des minorités. Histoire de nous faire oublier que Clinton et son Parti Démocrate sont des serviteurs zélés du grand capital américain. Qu'après la crise financière de 2007, l'administration Obama – dont elle fait partie – a arrosé de milliards la grande bourgeoisie américaine, et condamné un nombre croissant d'américains aux baisses de salaires ou à la précarité.

En France comme aux USA, la vraie division est celle entre le camp des travailleurs, des classes populaires, et celui des classes dominantes, dont Trump et Clinton font tous les deux parties. Simplement, en France plus qu'aux USA, de Hollande à Le Pen en passant par Sarkozy, la palette de choix entre les serviteurs du capital est plus diversifiée.

Avec Trump, la colère sociale a été confisquée par un ignoble démagogue

Pour ceux et celles qui naïvement ont voulu croire au changement avec Obama, huit ans après, l'espoir a laissé place aux désillusions et à la colère. Une colère captée par Trump avec une démagogie répugnante. Selon lui, tous les problèmes viendraient des importations chinoises, ou des millions d'immigrants : du Le Pen tout craché !



Tout cela pour abuser des millions d'électeurs sur le fond de son programme: opposition frontale à l'idée d'un salaire minimum, promesse aux géants du net (Google, Facebook) de faciliter le retour aux USA de leurs milliards planqués dans les paradis fiscaux, baisses d'impôts pour les plus riches et les entreprises... sans compter les yeux doux faits au lobby du charbon et du gaz, à l'envers des engagements de la COP 21. Rien d'un programme en faveur des classes populaires.

En France comme aux USA, c'est le capitalisme qui ruine la société C'est de ce système-là qu'il faut se débarrasser

Sur 230 millions d'américains en âge de voter, 100 millions n'ont pas voté : choisir entre Trump et Clinton, à quoi cela pouvait-il servir ? Après le « *Tout sauf Trump* » aux USA, en 2017, le PS va nous dire: « *Votez PS pour faire barrage au retour de la droite et à Le Pen* ». Comme si ce n'était pas la politique de Hollande lui-même qui leur ouvrait la voie.

Ici comme ailleurs, le seul programme de changement qui vaille pour notre camp social, c'est de s'en prendre à la racine du mal : la dictature du profit et le pouvoir des actionnaires de décider de nos vies.

Ce n'est donc pas par la magie du bulletin de vote, mais uniquement par d'immenses mobilisations sociales qu'on pourra avancer dans cette voie.

C'est ce que défendra le candidat du NPA, Philippe Poutou, aux présidentielles de 2017.

CHEZ RENAULT, TRAVAILLER PLUS... POUR EMBAUCHER MOINS

Dans son projet d'Accord compétitivité, la direction s'engagerait à maintenir le même niveau de production en France... si les ventes ne baissent pas. Tout en visant une très forte hausse de la productivité, en passant de 64 à 90 véhicules par an et par salarié. Cela signifie une nouvelle baisse des effectifs dans les usines. Ce que la direction prévoit, avec son objectif de réduction de 50% de l'intérim, soit 4 500 intérimaires sacrifiés d'ici à 2019.

La direction dit qu'elle augmentera la productivité en utilisant des robots. Mais c'est surtout en augmentant la durée des séances de travail ou en faisant travailler le samedi qu'elle compte y arriver. Alors oui, nous battre pour exiger et imposer l'embauche des intérimaires dans toutes les usines, et des prestataires dans l'ingénierie, c'est aussi un bon moyen pour nous battre de façon efficace contre le projet de « modulation » sur 3 ans de notre temps de travail, les samedis obligatoires et l'allongement du travail journalier.

MOTEURS DIESEL EN ACCUSATION : RENAULT DÉFEND... SES ACTIONNAIRES !

Les pratiques de Renault en matière de dépollution des moteurs diesel sont maintenant entre les mains de la justice. Les perquisitions effectuées dans ses locaux à Guyancourt et à Lardy, en janvier 2016, ont donc éveillé des soupçons suffisants puisque Renault est en France le premier constructeur automobile, après Volkswagen, dont le dossier est transmis à la justice.

Renault a répondu en affirmant « *sa détermination à faire valoir ses droits pour défendre... ses actionnaires* ». Oui, de ses actionnaires, alors que c'est précisément la rentabilité financière qui a conduit Renault à choisir la solution la moins efficace pour dépolluer les moteurs diesel... mais la plus profitable ! Renault veut mettre les salariés dans le même bateau, alors qu'ils sont les premiers atteints par les choix de Renault en matière d'emplois, de salaires... et de dépollution, avec des effectifs en baisse. Oui Renault doit lever le secret sur ses pratiques et rendre des comptes !

GENERAL MOTORS LICENCIE : TRUMP, COMME OBAMA DEVANT LE FAIT ACCOMPLI

Le lendemain de l'élection présidentielle américaine, comme un pied de nez à Trump, General Motors a annoncé la suppression de 1 243 emplois sur plus de 4 500 dans son usine de Lordstown (Ohio) – qui fabrique la Chevrolet Cruze. Ainsi que 839 sur 2 700 dans son usine de Lansing Grand River (Michigan), qui produit des modèles Cadillac et Chevrolet. Le prétexte est la baisse des ventes de certains modèles. Ce qui n'empêche pas les ventes de progresser ailleurs, notamment en Chine ; et des résultats records en termes de profits cette année. Mais prendre sur ces profits pour préserver l'emploi n'est pas la logique du capital : pas question de diminuer les milliards versés aux actionnaires. On ne risque pas grand-chose en

disant que Trump, président soi-disant « antisystème », n'ira pas chercher des noises aux trusts qui licencient. Pour lui comme pour Obama, c'est bien malheureux pour les ouvriers qui perdent leur boulot, mais que voulez-vous, c'est le système qui veut cela.

ÉTAT D'URGENCE PERMANENT, HOLLANDE ET VALLS RÉCIDIVENT

Profitant des cérémonies d'hommage aux victimes des attentats du 13 novembre 2015, Valls a déclaré que l'état d'urgence serait sans doute encore prolongé jusqu'à la fin de la campagne présidentielle. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, ils se sont en fait dotés de tout un arsenal répressif policier, judiciaire et politique destiné avant tout à museler la contestation sociale en général, comme on l'a vu lors de la « COP21 » ou des manifestations contre la « Loi travail ». Cerise sur le gâteau, ils ont décidé en catimini, par un décret de fin octobre, de créer un méga-fichier de toute la population. Une levée de bouclier immédiate leur a fait accepter une concession : les empreintes digitales ne pourront être mises au fichier qu'avec l'accord de la personne concernée. Mais pas question de renoncer au fichier lui-même. Une arme de plus pour combattre les explosions sociales à venir, quel que soit le futur gouvernement. Mais rien à voir avec la lutte contre le terrorisme.

ERDOGAN DICTATEUR ET ASSASSIN, HOLLANDE COMPLICE

La tentative de coup d'État de juillet 2016 a donné au président turc Erdogan un bon prétexte en or pour consolider son régime dictatorial. La presse est muselée ; des dizaines de milliers de fonctionnaires, juges, militaires ont été démis de leurs fonctions ; les prisons remplies d'opposants ; les kurdes pourchassés, leurs villes assiégées ; les députés et dirigeants du parti d'opposition HDP arrêtés début novembre et inculpés de connivence avec le terrorisme. Mais on chercherait vainement une franche condamnation de cette dictature de la part de l'Europe et de la France. Sur le site du ministère des Affaires Etrangères, la France se contente d'exprimer sa « *vive préoccupation* » ! Mais quoi de plus étonnant ? Erdogan a accepté de bloquer les migrants qui voudraient rejoindre l'Europe et participe à la coalition contre Daesh. Ni les USA, ni l'Europe, ni la France ne veulent se passer de cette collaboration. Une honte !

MAIL POUR NOUS CONTACTER :

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique